

Message de nouvel an 2020



Au Palais de la République, le 31 décembre 2019

Mes chers compatriotes,

Je suis heureux de vous adresser mon message de vœux à l'occasion du nouvel an.

D'abord, je me joins à vous en prières, pour le repos de l'âme de nos chers disparus et le prompt rétablissement de nos malades.

Je pense à toutes celles et à tous ceux dont les conditions de vie difficiles nous rappellent le devoir de solidarité qui nous lie.

Je salue et encourage nos vaillantes Forces de défense et de sécurité, engagées au service de la nation et de la paix dans le monde.

Cette année a été marquée par l'échéance électorale du 24 février, que nous avons franchie dans le calme et la sérénité. Le mérite vous revient, mes chers compatriotes. Rendons donc grâce à Dieu.

Pour ma part, je vous réitère mon engagement à vous servir et à préparer avec vous **LE RENDEZ-VOUS AVEC L'AVENIR** ou **LIGGÉEYAL ÈLLÈK**.

Préparer l'avenir, c'est d'abord réussir les plus larges convergences possibles autour des grandes questions d'intérêt national au cœur des politiques publiques. C'est tout le sens de l'appel au dialogue national que j'ai lancé au lendemain du scrutin présidentiel.

Le 26 décembre, j'ai installé le Comité de pilotage du dialogue qui servira de cadre de facilitation des échanges sur les différentes thématiques à l'ordre du jour.

Je salue l'engagement de toutes les forces vives de la Nation dans ce dialogue. Avec la bonne volonté de tous, j'ai confiance qu'à l'issue des trois mois que dureront les concertations, nous parviendrons à de nouveaux consensus pour conforter l'expérience démocratique et le progrès économique et social de notre pays.

Préparer l'avenir, c'est aussi consolider notre marche vers une émergence solidaire et inclusive, ce que j'appelle *le Sénégal de tous, le Sénégal pour tous*. En dépit d'une conjoncture mondiale difficile, nous gardons résolument le cap sur la voie du développement économique et social.

Les fondamentaux de notre économie restent solides, avec une inflation maîtrisée, un endettement prudent et productif, la réduction constante du déficit budgétaire, de 6,7% en 2011, à 3,7% en 2019, et un taux de croissance encore supérieur à 6% cette année.

Mais nous devons **aller de l'avant et plus vite** ; car pour les peuples qui marchent à l'appel de leur destin, le progrès se mesure par leur capacité de presser le pas pour mieux **répondre au commandement de l'histoire**.

Aujourd'hui, nous sommes à une étape de notre marche où l'histoire nous commande d'atteindre l'objectif d'émergence à l'horizon 2035, pour nous libérer, par le travail, des avatars de la pauvreté et du sous-développement.

Préparer l'avenir, c'est également assumer nos responsabilités en tant qu'africains, soixante ans après les indépendances, à travers une intégration économique régionale plus forte et plus solidaire.

Je salue, à cet égard, le processus de création d'une monnaie unique ouest-africaine, l'*Eco*, à partir de 2020. C'est une heureuse perspective. Au demeurant, d'ici l'entrée en vigueur effective de l'*Eco*, rien ne changera quant à la parité fixe de notre monnaie.

Préparer l'avenir, c'est cultiver l'esprit de diligence dans l'administration et consolider la gouvernance saine et vertueuse que nous avons érigée en principe de gestion des affaires publiques.

Il nous faut rompre avec la routine bureaucratique pour une action publique plus diligente et plus efficace.

Je tiens, en particulier, à l'application intégrale du programme de dématérialisation des procédures et formalités administratives.

Nous serons au rendez-vous de 2035 en marchant **au rythme du fast track**. Parce que **rien ne peut attendre. Tout est urgent et prioritaire**.

De même, la rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'Etat se poursuit. Déjà, la facture téléphonique de l'administration a été réduite de façon substantielle. Le même effort est en cours pour les dépenses en électricité, parc automobile et logements administratifs.

Les économies ainsi réalisées serviront à renforcer le financement de nos programmes sociaux.

Préparer l'avenir, c'est enfin poursuivre la consolidation des bases productives de notre

économie.

La modernisation progressive des secteurs vitaux de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche nous rapproche de l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

Malgré une saison des pluies tardive, les niveaux de production sont satisfaisants. En soutien aux producteurs, le prix plancher du kilogramme d'arachides est maintenu à 210 francs.

Grâce aux efforts de mécanisation, de certification des semences, de subvention des intrants, de diversification des spéculations et de multiplication des fermes rurales, les performances de notre agriculture restent constantes.

Elles seront davantage renforcées avec la mise en place de l'Agropole Sud pour soutenir la création de chaînes de valeurs par la transformation locale de produits agricoles dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda.

La réalisation de projets d'infrastructures sur l'ensemble du territoire national se poursuit, parce qu'elle est indispensable à l'émergence.

Ainsi, en plus des projets achevés en 2019, plus de trente chantiers sont actuellement en cours, de la dorsale *dudaandémaayo* sur la rive du fleuve Sénégal au nord, au Bus Rapide Transit à Dakar, et aux boucles du Boudié, du Fouladou et des Kalounayes au sud ; en attendant le lancement prochain du grand projet autoroutier Mbour-Fatick-Kaolack.

Sur le volet ferroviaire, je me réjouis d'annoncer qu'en accord avec la République sœur du Mali, le chemin de fer Dakar-Bamako sera bientôt réhabilité et modernisé dans des conditions qui assurent sa rentabilité et sa pérennité.

L'énergie est un autre pilier essentiel de l'émergence. Grâce aux efforts soutenus d'investissement et de réforme, nous avons redressé le secteur et nettement amélioré ses performances, avec une puissance installée de 1229 MW.

Après l'hydroélectricité et le solaire, notre pays entre dans l'ère de l'éolienne, avec la mise en service de **55 MW** sur les **158 MW** prévus à la centrale de Taïba Ndiaye.

En outre, le gouvernement est en train de mettre en place une stratégie de conversion du gaz en électricité ; ce qui nous permettra, dès le démarrage de notre propre production de gaz, en 2022-2023, d'être à l'abri des fluctuations des prix de l'électricité dues à la conjoncture internationale.

D'ici là, nous devons investir **600 milliards** de FCFA afin que nos compatriotes qui vivent encore à l'ère de la bougie et de la lampe à pétrole accèdent, enfin, à l'électricité. **C'est cela aussi le Sénégal pour tous.**

Et c'est dans ce contexte que la subvention au secteur a été réduite ; **d'où un ajustement**

des tarifs pour certaines catégories d'abonnés. Je précise que cette mesure n'entraînera aucune hausse du prix de l'électricité pour tous les abonnés relevant de la tranche sociale.

Ma vision d'un développement solidaire et inclusif reste intacte, pour l'**accès universel à cinq objectifs majeurs à l'horizon 2025** : accès à l'eau et à l'assainissement, accès à l'**électricité**, aux services de **transport**, à la **santé**, et à l'**éducation** ; une éducation de qualité, qui prépare mieux notre jeunesse à l'employabilité et à la vie productive.

Ainsi, l'année 2020 verra l'ouverture de **13** Centres de formation professionnelle, et le lancement des travaux pour **15** autres, au titre du Programme de **45** Centres départementaux de formation professionnelle.

Nos instruments de solidarité, de justice sociale et d'équité territoriale seront aussi renforcés.

Avec un budget de plus de 300 milliards de fcfa pour sa Phase 2, le PUDC continuera de doter les zones de vulnérabilité rurale et urbaine en **pistes de désenclavement, forages, électricité et équipements divers**.

Il est heureux de constater qu'au-delà de sa vocation de solidarité, le PUDC contribue à faire émerger une véritable économie rurale, par la création d'activités génératrices de revenus.

C'est l'une des finalités de ce Programme : sortir les populations vulnérables de la pauvreté, afin que les bénéficiaires d'aujourd'hui, deviennent les producteurs de demain.

Mes chers compatriotes,

La protection de la condition féminine et de l'enfance reste un défi de notre temps.

Nous devons mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles, et mieux protéger l'enfance.

Les femmes, les filles, sont nos mères, nos épouses, nos enfants. Elles constituent l'autre moitié sans laquelle notre tissu social est incomplet et méconnaissable. Dès lors, violenter une femme, violenter un enfant, **c'est froisser et abîmer notre tissu social**.

C'est pourquoi j'ai soumis à l'Assemblée nationale, qui l'a adopté hier à l'unanimité, un projet de loi qui criminalise désormais les actes de viol et de pédophilie. Ainsi, les peines applicables à ces actes ont été considérablement alourdies, sans possibilité de sursis.

Je suis tout autant déterminé à poursuivre la lutte contre le phénomène des enfants de la rue et leur maltraitance.

De même, s'agissant de la criminalité organisée, les services de l'Etat restent mobilisés

contre le trafic de drogues et autres flux illicites. Aucun répit ne sera laissé aux trafiquants dans la lutte contre ces fléaux.

Ce soir, **mes chers compatriotes**, je souhaite aussi vous entretenir *du Sénégal zéro déchet*, le *Sénégal propre*.

Ce Sénégal est possible si nous y travaillons et si chacun de nous considère le pays comme sa propre demeure.

Je lance un appel solennel à une mobilisation nationale et citoyenne contre l'insalubrité et l'occupation anarchique de la voie publique. J'y invite instamment les élus locaux et les mouvements associatifs.

Comme vous le savez, le Gouvernement a déjà engagé les opérations de désencombrement. Elles seront poursuivies sur l'ensemble du territoire national avec l'appui de l'administration et des collectivités territoriales.

Un programme d'aménagement paysager urbain, de traitement et de valorisation des déchets, sera aussi mis en place sans délai, pour des *villes vertes, zéro déchet*.

En outre, le gouvernement proposera un projet de loi portant sur la création d'une Brigade spéciale de lutte contre les encombrements, l'aménagement de fourrières et la modification des amendes pour encombrement de la voie publique.

A travers les mouvements associatifs qui mènent des actions régulières de nettoyage et d'entretien de nos espaces publics, vous êtes nombreux à montrer que le Sénégal peut et mérite d'être plus propre.

Je salue ces belles initiatives citoyennes. Pour soutenir cet élan volontariste et l'inscrire dans la durée, j'ai instauré le **Grand Prix du Président de la République pour la Propreté** et la **Journée mensuelle du nettoyage**, dont la première édition se tiendra dès ce samedi 4 janvier 2020. Je vous invite à y participer massivement.

Mes chers compatriotes,

Alors que nous passons paisiblement la fin de l'année, d'autres peuples n'ont pas cette chance. Je pense, en particulier, à nos frères et sœurs de pays de la sous-région durement éprouvés par le deuil et l'angoisse d'attaques terroristes meurtrières.

En votre nom et au mien propre, je leur renouvelle nos sentiments fraternels de solidarité et de compassion.

La violence qui secoue le monde doit constamment nous rappeler la chance que nous avons de vivre en paix, et la responsabilité qui nous incombe de la préserver.

Nous en sommes à la fois les héritiers et les gardiens ; parce que cette paix est un legs que nous ont laissé les générations passées ; un legs qu'il nous faut entretenir et transmettre aux

générations futures.

C'est dans cet esprit, **mes chers compatriotes**, que je vous adresse mes vœux ; vœux de paix, d'abord ; de bonne santé, de bien-être et de réussite, ensuite.

Et avec vous, je souhaite que la paix et la sécurité continuent de régner sur notre cher pays, afin qu'il reste toujours paisible et stable, uni et en marche vers un destin radieux. Bonsoir et dévotion.



[Revenir](#)